



## ARCHES PUBLICS DE SERVICES

### GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N°E25 0500

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b><u>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b><u>7</u></b>
<b>1.1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
<b>1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS</b>	<b>7</b>
<b>1.3 - DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>8</b>
<b>1.4 – CLAUSE DE REEXAMEN - TRANSFERABILITE</b>	<b>8</b>
<b>1.5 - FORME DU MARCHÉ</b>	<b>8</b>
<b>1.6 – PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>9</b>
<b>1.7 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE</b>	<b>9</b>
<b>1.8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b><u>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : DELAIS D’EXECUTION OU DE LIVRAISON</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b>3.1 - DELAIS DE BASE</b>	<b>10</b>
<b>3.2 - PROLONGATION DES DELAIS</b>	<b>10</b>
<b><u>ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS :</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b>4.1 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE</b>	<b>10</b>
<b>4.2 – POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON</b>	<b>11</b>
<b>4.3 - DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>12</b>
<b>4.4 - CONFIDENTIALITE</b>	<b>12</b>
<b>4.5 - SECURITE</b>	<b>13</b>
<b>4.6 - FICHE DE DONNEES DE SECURITE (FDS)</b>	<b>13</b>
<b>4.7 - CONDITIONS DE LIVRAISON</b>	<b>14</b>
<b>4.8 – INCIDENCE D’UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT</b>	<b>15</b>
<b>4.9 – CLAUSES SOCIALES</b>	<b>16</b>
<b><u>ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>22</u></b>

<b>ARTICLE 6 : GARANTIE</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES / RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 8 : AVANCES</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE</b>	<b>23</b>
9.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHE	23
9.2 – PRIX DE REFERENCE DU MARCHE	24
9.3 - VARIATIONS DES PRIX DU MARCHE	24
9.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	26
9.5 - OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS	26
<b>ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>26</b>
10.1 – REGIME DES PAIEMENTS	26
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	27
10.3 - MODE DE REGLEMENT	27
10.4 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE (GHT)	28
<b>ARTICLE 11 : PENALITES</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 12 : ASSURANCES</b>	<b>29</b>
12.1 - RESPONSABILITE	29
12.2 - ASSURANCE	29
<b>ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</b>	<b>30</b>
14.1 - EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	30
14.2 - APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	31
<b>ARTICLE 15 : CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>31</b>
15.1 - CESSION DU MARCHE PAR LE TITULAIRE	31
15.2 - CESSION DU MARCHE PAR L'ACHETEUR	32
<b>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</b>	<b>32</b>

ARTICLE 17 : LITIGES	32
----------------------	----

ANNEXE CCAP : RGPD	33
--------------------	----

## Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Par ailleurs, les Hospices Civils de Lyon interviennent également en tant que coordonnateur du groupement de commande conclu avec le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Blanchisserie, dont le siège est situé 531 rue Nicéphore Niépce, 69800 Saint Priest ;

En application des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, un seul marché est conclu entre le titulaire et les membres du groupement, représentés par les HCL, coordonnateur.

Les responsabilités respectives des HCL, des établissements partis et du GCS Blanchisserie se répartissent comme suit :

	HCL	Etablissements parties et GCS	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting)	X (pénalités d'exécution)	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;, et coordonnateur du groupement de commande
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support, les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché et le GCS Blanchisserie.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

**Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.**

## ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet :

#### Des prestations de gestion des déchets non dangereux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les établissements hospitaliers suivants :

- **Les Hospices Civils de Lyon**, voir annexe 2 au CCTP pour le détail des adresses ;
- **GCS Blanchisserie**, dont le siège est situé Parc d'Activité des Lumières - ZAC de la Fouillouse, 531 rue Nicéphore Niépce, 69800 SAINT-PRIEST ;
- **Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or**, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- **L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône**, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- **Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon**, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;

**Lieux d'exécution : Métropole Lyonnaise, Département du Var** , voir annexe 2 au CCTP pour le détail des adresses .

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Toutefois, pour des besoins occasionnels et spécifiques **des Etablissements Parties**, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaire(s) du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5 % du montant total prévisionnel du marché.

### 1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

#### 1.2.1 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en 3 lots selon le détail suivant :

N°Lot	Intitulé du lot	MONTANT MAXI HT
1	Déchet non dangereux (DND)	12 000 000€
2	Déchets de cuisine et de table DCT Lyon	5 000 000€
3	Déchets de cuisine et de table DCT R.Sabran	90 000€

### 1.2.2 TRANCHES

Sans objet.

### 1.3 - DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période ferme allant du 11/01/2026, ou de la date de notification si celle-ci est postérieure, **jusqu'au 31/10/2030**

Le marché pourra tacitement être reconduit 1 fois pour une durée de 1 an, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

La reconduction est la suivante : **Du 01/11/2030 au 31/10/2031.**

### 1.4 – CLAUSE DE REEXAMEN - TRANSFERABILITE

Dans le cadre du renouvellement du marché, l'acheteur pourra unilatéralement décider d'une phase de transférabilité d'une durée maximum de 3 mois, dans le cas où une période de montée en charge serait nécessaire au titulaire du nouveau marché.

Dans ce cas, le titulaire et ses équipes pourront être amenés à poursuivre une partie des prestations.

Durant cette opération de transférabilité, le titulaire garantit à l'acheteur l'atteinte des niveaux de services contractuels et la continuité de service.

### 1.5 - FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord- cadre monoattributaire, donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le code de la commande publique. Il est conclu sans minimum, et avec un maximum déterminé par lot comme indiqué à l'article 1.2.1. Ci-avant.

Les bons de commande sont émis par chaque établissement au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer/des prestations à réaliser ;
- Le/les lieux de livraison des fournitures/d'exécution des prestations ;
- Le cas échéant la date de livraison ou le délai d'exécution, s'il est différent de celui du présent contrat.

La transmission des bons de commandes sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.



## *1.6 – PRESTATIONS SIMILAIRES*

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par le code de la commande publique. Les marchés similaires seront liés à l'activité de gestion des déchets non dangereux (exemple : nouvelle filière de valorisation à mettre en place).

## *1.7 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE*

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord de l'acheteur, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

## *1.8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE*

Pour les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant**

- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n° E25\_0500 et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.** Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- **L'offre technique du titulaire et la partie du catalogue strictement conforme à l'objet du marché**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

## ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

### 3.1 - DELAIS DE BASE

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP.

### 3.2 - PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'établissement dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

## ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS :

### 4.1 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

#### 4.2 – POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : [dpsg.acces@chu-lyon.fr](mailto:dpsg.acces@chu-lyon.fr). Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

#### *4.3 - DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE*

Le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG FCS le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### *4.4 - CONFIDENTIALITE*

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les établissements hospitaliers.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'acheteur ou d'un tiers.

#### 4.5 - SECURITE

Les établissements ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les établissements pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les établissements.

Les établissements se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, un document intitulé «**CCAP\_Annexe2\_Risques généraux**».

#### 4.6 - FICHE DE DONNEES DE SECURITE (FDS)

Le titulaire du marché doit fournir au Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie toutes les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondant aux substances, produits et objets spécifiquement fournis dans le cadre du marché, conformément à la réglementation en vigueur.

Ces FDS doivent être transmises sous format PDF (texte) à l'adresse suivante : [hcl.fds@chu-lyon.fr](mailto:hcl.fds@chu-lyon.fr) , au plus tard dans les quinze jours à compter de la date de notification du marché.

- La taille de chaque message avec les FDS en pièce jointe ne doit pas dépasser 4Mo ;
- L'objet du message comporte impérativement le numéro du marché attribué par les HCL ;
- Le texte du message comporte les noms et coordonnées (téléphone, adresse mail) de la personne en charge de la diffusion des FDS au sein de la société ;
- Les FDS sont impérativement rédigées en français.

Lorsque la taille totale des FDS à transmettre est trop importante pour utiliser la messagerie électronique, le titulaire peut transmettre ces fichiers sur un support physique (CD, DVD, Clé USB) à l'adresse suivante :

HOSPICES CIVILS DE LYON  
DIRECTION DES ACHATS  
Département Marchés et Support  
45 rue VILLON – 69373 LYON Cedex 08

Lors de la mise à jour d'une ou plusieurs FDS, le titulaire du marché doit transmettre les nouveaux documents dans un délai de quinze jours.

Les mises à jour peuvent avoir lieu notamment dans les cas suivants :

- Changement de réglementation ;
- Modification de FDS par le fabricant ;
- Ajout ou changement de référence dans le marché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les FDS transmises doivent correspondre à la totalité des produits fournis aux HCL mais uniquement ceux fournis aux HCL. Ainsi, la transmission de FDS non triées ou le renvoi vers un site internet non spécifique aux produits uniquement fournis dans le cadre du marché est considéré comme équivalent à la non fourniture des FDS.

#### 4.7 - CONDITIONS DE LIVRAISON

Préalablement à la livraison au titre du présent marché, le titulaire s'informerait auprès du Directeur de chaque établissement, des dispositions prises en matière de circulation, de stationnement et des mesures adoptées concernant la sécurité à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement dans l'établissement.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée sur la commande émise par l'établissement.

Toute livraison égarée du fait du non respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement.

Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du titulaire
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture / prestation
- Prix unitaire de chaque fourniture ou prestation
- Quantité livrée / exécutée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous-conditionnements

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage**, dès le premier Euro.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures, selon les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG FCS.

Les conditions logistiques propres au présent marché figurent en annexe(s) 3 du présent CCAP.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

#### **4.8 – INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT**

##### **4.8.1-OBLIGATION D'INFORMATION**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

##### **4.8.2-MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT**

Conformément à l'article R2194-5 du code de la commande publique, les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution technique ou financière du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible. Il est précisé que les éventuelles modifications sont strictement limitées tant dans leur champ d'application que dans leur durée, à ce qui est rendu nécessaire par les circonstances imprévisibles pour assurer la continuité du service public et la satisfaction des besoins de la personne publique.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations, et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement. Le cas échéant, il devra démontrer une augmentation des dépenses ou une diminution des recettes qui ne pouvaient pas raisonnablement être envisagées lors de la conclusion du contrat. A ce titre, le titulaire devra notamment justifier d'une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché et au moment de sa demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et de l'impact du bouleversement sur le contrat. Il se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

---

#### 4.8.3- MODALITE DE SUSPENSION DU MARCHÉ

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, les HCL peuvent suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Le cas échéant, les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

### 4.9 – CLAUSES SOCIALES

#### INTRODUCTION

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16.1 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

---

#### ARGUMENTAIRE TYPE « CLAUSE SOCIALE » - L2112-2 du Code de la Commande Publique

##### 1. Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi



En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, les HCL fixent dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

### **1.1.Critère d'éligibilité**

Dans le cadre de cette opération, les HCL se sont engagés à favoriser l'accès à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant à un dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

**Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte des HCL, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation (transmis par l'AMO).**

### **1.2.Durée d'éligibilité :**

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

### **1.3.Principe de mutualisation**

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les Maîtres d'Ouvrages du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion.

Ainsi, un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale, pourra être valorisé lors de son intervention sur un autre marché de la même entreprise, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

Dans tous les cas, la 1ère embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale.

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat, à chaque étape de la mutualisation.

#### **1.4.Mise en œuvre de l'action d'insertion**

Cela consiste, pour le titulaire du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous :

Numéro lot	Lots	Volume Insertion (en heures)
<b>Lot N°01</b>	Déchets non dangereux	2700 heures sur toute la durée ferme du marché
<b>Lot N°02</b>	Déchets alimentaires	900 heures sur toute la durée ferme du marché

Le titulaire précisera dès la notification de son marché, en relation avec l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion, son référent insertion, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Il est demandé à l'entreprise titulaire du lot01 et ses éventuels sous-traitants de réaliser une action qui contribue à la promotion, à l'accès et au retour à l'emploi des publics qui en sont éloignées tel que défini ci-dessous.

A ce titre, le titulaire du **lot 01** s'engage à mettre en place :

Numéro lot	Intitulé du lot	Action qualitative
<b>Lot N°01</b>	Déchets non dangereux	1 engagement insertion la <b>1ère année</b> d'exécution du marché 1 engagement insertion la <b>3ème année</b> d'exécution du marché 1 engagement insertion la <b>5ème année</b> d'exécution du marché

Parmi les 4 modalités proposées ci-dessous, selon le choix de l'AMO Insertion des HCL :

- Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi tel que défini ci-dessous ;
- Accueillir en stage ou en immersion conventionné au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, sur une durée minimum de 35 heures ;
- Parrainer une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face) ;

- Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h).

Le choix de la modalité qui devra être exécutée par l'entreprise titulaire sera toutefois effectué par l'AMO Insertion des HCL, afin qu'elle corresponde aux besoins des publics éloignés de l'emploi tel que défini ci-dessous du territoire.

Le titulaire précisera dès la notification de son marché, en relation avec l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion, son référent insertion, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

#### **Précisions en cas de reprise du personnel**

Si l'attributaire doit reprendre sur un lot du marché tout ou partie des salariés en application de la Convention collective nationale des activités du déchet du 11 mai 2000 (Avenant n° 53 du 15 juin 2015 relatif aux conditions de transfert des contrats de travail en cas de changement de titulaire d'un marché public), l'acheteur public, avec l'aide du facilitateur, calcule le volume d'heures d'insertion, non pas sur l'ensemble du marché, mais sur la partie non concernée par la reprise de personnel, sur la base d'un effort d'insertion de 5%.

Cette pondération du volume permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires.

Le nombre d'heures du marché pris en compte est donc réduit de la part du personnel transférable.

Le nombre d'heures de travail réalisé par les salariés transférables sur la période est calculé à partir des annexes exigibles de reprise du personnel en multipliant le nombre d'heures mensuelles mentionné par la durée de la période concernée.

Le titulaire du contrat transmet au facilitateur le tableau de la liste des personnels repris dans le mois suivant la notification du marché.

#### **1.5. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire**

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** avec une Entreprise d'Insertion

Régie de Quartier et Atelier Chantier d'Insertion (sous conventionnement avec l'Etat), une Entreprise Adaptée ou Etablissement et Services d'Aide par le Travail. Le titulaire peut sous-traiter en totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion au profit d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

## **2. Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour les HCL**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par les HCL est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

### **Coordonnée de l'AMOI :**

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)

24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon

Elsa MAUNIER – Facilitatrice Clauses Sociales

Tél : 04 78 60 20 82 - 07 68 09 69 91

Mél : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de ses engagements insertion.

## **3. Suivi et évaluation de la clause sociale**

### **Heures d'insertion :**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le maître d'ouvrage procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le relevé d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI informe régulièrement les HCL de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et des HCL.

#### **Actions qualitatives :**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le contrôle des engagements insertion, se réalisera par le biais d'une rencontre en début et fin de prestation avec l'entreprise titulaire, d'un compte rendu réalisé par l'AMO Insertion et la transmission de feuilles d'émargement ou tout autre document justifiant la réalité physique de l'action. L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion assure ce suivi pour le compte des HCL, le titulaire s'engage donc à répondre à ses sollicitations et à fournir, dans les délais ci-dessous, tous renseignements nécessaires (planning de mise en œuvre...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas de difficultés, notamment économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

#### **4. Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément au CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison

Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e ([dpd@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:dpd@lyonmetropole-mmie.fr))
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

## ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux articles 30-2, 30-3, 30-4 et 30-5 du CCAG FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne désignée par l'établissement hospitalier, au moment même de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.1. du CCAG FCS, aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## ARTICLE 6 : GARANTIE

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date d'effet de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES / RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

## ARTICLE 8 : AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une caution personnelle et solidaire portant sur la totalité de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

## ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE

### 9.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHE

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

## 9.2 – PRIX DE REFERENCE DU MARCHE

- Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix susvisés sont des prix maximums : le titulaire a la faculté de proposer le cas échéant des rabais commerciaux.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

- Les fournitures, objet du présent marché, pourront être choisies sur le catalogue du titulaire. Il est précisé que ces produits sont strictement conformes à l'objet du marché.

Le cas échéant, un rabais sur prix catalogue est indiqué par le titulaire dans l'annexe financière susvisée.

Le titulaire a l'obligation de transmettre à la Direction des Achats le catalogue correspondant à son marché sous la forme d'un fichier informatique (format Excel ou PDF texte) au plus tard 5 jours après la notification du marché.

- L'intégration de nouvelles références dont le prix n'est pas déterminé par le marché s'exécute comme suit :

Un devis transmis par le fournisseur et signé par les HCL (avec indication du n° marché correspondant) et notifié avec une preuve de retrait est équivalent à un avenant. Seuls les prix nouveaux figurant dans le devis-avenant sont intégrés au marché, à l'exclusion de toute clause générale. Toute nouvelle référence en cours de marché et acceptée par les HCL est intégrée au BPU du marché. Si le marché prévoit une évolution de prix, le BPU est actualisé par le fournisseur sur la base du BPU initial, incrémenté des références commandées au cours du marché. Les évolutions de prix sont conformes à celles du BPU initial. Les HCL peuvent à tout moment demander au fournisseur la mise à jour du BPU dont la contractualisation suivra le principe du devis-avenant décrit ci-dessus.

## 9.3 - VARIATIONS DES PRIX DU MARCHE

### 9.3.1 - TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisables annuellement **au 31/01**.

### 9.3.2 – PRIX DE REFERENCE POUR LA VARIATION

Les prix initiaux du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé M0 dans l'ATTRI.



**M0 = Septembre 2025**

---

### 9.3.3 - FORMULE DE VARIATIONS DES PRIX

Les prix seront révisés par application de la formule :

$PN = P0 \times (IN / I0)$ , dans laquelle :

P= le prix révisé

Po= Remise des offres (SEPTEMBRE 2025)

Im = **dernière valeur connue** de l'index défini ci-dessus, à la date de révision pour l'actualisation

I0 = valeur de l'index défini ci-dessous, au mois Mo

L'indice de références pour la variation des prix des fournitures, des prestations faisant l'objet du marché est :

**Indice IN est l'indice INSEE** de prix de production de l'industrie française pour le marché français

**CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux.**

Les révisions seront calculées et adressées par l'attributaire aux HCL , au plus tard 15 jours avant l'échéance sur la base des indices I0 du mois Mo de référence et des dernières valeurs connues des différents indices( Im ).

Les prix du bordereau ainsi ajustés seront invariables pour toutes commandes passées pendant la période concernée.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Les éléments suivants dits "réglementaires" sont mis à jour à chaque évolution et intégrées au BPU :

**1. TGAP : La taxe Générale sur les Activités Polluantes**

**2. Tarif UTVE Métropole : La délibération de la Métropole pour les tarifs unité de traitement et valorisation énergétique**

---

### 9.3.4 - MODALITES PRATIQUES

Ces prix révisés seront communiqués par l'attributaire en format Excel et en format Pdf, en suivant la présentation du « Cadre de l'offre financière initial » par tout moyen permettant de donner date certaine et ceci un mois avant la date de révision.

Ils seront considérés comme prix contractuels de référence dans le cadre de l'exécution du marché. après vérification par les HCL de leur conformité aux règles d'indexation fixées ci-dessus.

Les HCL notifieront à l'attributaire la validation des nouveaux prix. En attendant cette confirmation , les prix précédents s'appliquent.

Si les remises indiquées à l'acte d'engagement sont invariables et continuent de s'appliquer pendant toute la durée d'exécution du marché, les prix des références sur catalogue pourront être révisés annuellement.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse. Le titulaire adresse les prix PUBLICS de son nouveau catalogue aux HCL un mois avant la date de révision, Les nouveaux catalogues avec les prix modifiés doivent être acceptés de manière expresse par les HCL et s'appliqueront de plein droit aux commandes notifiées postérieurement à la date d'acceptation.

Il est rappelé que le titulaire a l'obligation de transmettre à la Direction des Achats le catalogue correspondant à son marché sous la forme d'un fichier informatique (format compatible Excel ou PDF texte) au plus tard 5 jours après la notification du marché.

#### *9.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE*

Toute augmentation supérieure à 5% par rapport au dernier prix applicable est susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour le titulaire. Dans cette hypothèse, ce sont les prix antérieurement en vigueur qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

#### *9.5 - OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS*

Les prix des fournitures, équipements, prestations et produits associés figurant sur l'acte d'engagement du marché ou en annexe peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser par écrit le tarif promotionnel aux Hospices Civils de Lyon, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls fournitures, prestations, équipements et produits associés figurant au marché.

Les prix promotionnels s'appliquent à l'ensemble des commandes ayant pour objet une fourniture, une prestation, un équipement ou un produit associé faisant l'objet de la promotion et émises dans le cadre du marché

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article 9.1 à 9.4, sont ceux à nouveau en vigueur

### **ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT**

#### *10.1 – REGIME DES PAIEMENTS*

Des acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

## 10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11-2 à 11-5 et 12 du CCAG FCS.

### **Déclaration de la TVA**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

### **Attendus communs à toutes les factures :**

En complément des mentions légales,

Le titulaire envoie son projet de décompte obligatoirement

- **Pour les Etablissements membres du GHT :** les factures sont obligatoirement déposées par le titulaire via **la plateforme CHORUS PRO**. Les attendus des factures déposées sur le portail Chorus Pro sont listés dans l'annexe :

Pour les HCL :

**« CCAP Annexe1 Facturation HCL »**

Pour les établissements membres du GHT :

**« CCAP Annexe4 Info Factur\_parties GHT – chorus »**

**Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet de la demande de paiement, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et avec une nouvelle date.**

## 10.3 - MODE DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité publique.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, trésorier de chaque établissement hospitalier. Les modalités de calcul du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par les articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission de la prestation (règle du service fait).

#### **POUR LE GCS BLANCHISSERIE :**

Le comptable chargé du paiement est l'agent comptable du G.C.S. Blanchisserie.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, Le titulaire informera sans délai l'acheteur et lui transmettra le nouveau RIB à l'adresse suivante : [DA.DMS-CM1@chu-lyon.fr](mailto:DA.DMS-CM1@chu-lyon.fr)

L'acheteur ne peut être tenu responsable de l'interruption des paiements de la prestation en cas de non respect de ce cas de figure, le titulaire ne pourra se soustraire à son obligation d'information.

#### *10.4 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE (GHT)*

##### **Concernant les factures au format électronique déposées sur le portail Chorus Pro :**

- Le site <https://chorus-pro.gouv.fr> permet de connaître l'évolution des statuts mis en œuvre par les différents établissements du GHT.

#### **ARTICLE 11 : PENALITES**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées par l'établissement au titulaire.

Elles ne font pas l'objet de mise en demeure et s'appliquent sur simple constat.

Néanmoins, en vues de conserver une relation constructive avec le prestataire, un mail est envoyé par l'établissement au prestataire afin de l'avertir des défauts constatés de prestation.

Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables.

Le montant des pénalités est plafonné à 5% du chiffre d'affaire annuel du marché.

Le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Type	Fait générateur	Montant Pénalités
Matériel	Dépassement du nombre maximum de panne mensuelle autorisée d'un compacteur.	500€ par constat
	Non-respect des délais d'intervention de maintenance curative : dépannage, remplacement d'un compacteur.	100€ par heure ouvrée
	Non-respect des délais : livraison de matériel, planning de maintenance préventive	150€ par jour de retard
Collecte	Non-respect des engagements liés à la collecte : planning, fréquence des collectes, nuisances sonores, propreté, personnel, comportements inappropriés du personnel, dégradation de bacs. Cette liste est non exhaustive	150€ par constat
Traitement	Non-respect des engagements liés au traitement, non transmission des certificats de destruction	150€ par constat
Communication	Non-respect des engagements liés à la communication : délais de réponse pour problème technique, transmission des rapports dans les délais	150€ par constat
Sociétal	Non-respect des engagements pris en terme d'heures d'insertion, <i>sauf avis contraire du facilitateur de la Maison de l'emploi</i>	35 euros par heure d'insertion non réalisée

## ARTICLE 12 : ASSURANCES

### 12.1 - RESPONSABILITE

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages ( corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux établissements hospitaliers.

### 12.2 - ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

## ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS,
- soit pour évènements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS,

- en application de la clause de sauvegarde,
- soit pour faute du titulaire :
  - dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS;
  - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
  - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 4.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;
  - si l'établissement décèle une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Ce dernier a seulement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées, sous réserve de communiquer à l'acheteur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette indemnité.

Ces éléments doivent être adressés dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché. Passé ce délai, toute demande est réputée forclose.

## ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

### 14.1 - EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 45.1. du CCAG FCS, dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché, l'établissement se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

## 14.2 - APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour faute, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 15 : CESSION DU MARCHÉ EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN

### 15.1 - CESSION DU MARCHÉ PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL se prononceront sur l'agrément du cessionnaire réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir

adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes exposées ci-dessus pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier un changement d'équipement ou de produit.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

## *15.2 - CESSION DU MARCHE PAR L'ACHETEUR*

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) de l'établissement, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le présent marché et tout autre document contractuel auquel l'établissement est parti seront cédés par ce dernier à une nouvelle entité juridique et le présent marché sera poursuivi avec celle-ci sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

## ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## ARTICLE 17 : LITIGES

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à [da.villon-mediateur@chu-lyon.fr](mailto:da.villon-mediateur@chu-lyon.fr).



## 1 – Règlement Général sur la Protection des Données

### 1.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite «loi informatique et libertés»). Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte des HCL les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service et les finalités décrits dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est l'acheteur.

Il est précisé que les HCL ont nommé un responsable de la sécurité des systèmes d'information et un délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO), interlocuteurs désignés du sous-traitant, concernant la sécurité et la protection des données : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr). Les données à caractère personnel traitées sont les données personnelles à l'exception de toute autre donnée à laquelle le Titulaire pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution du contrat. Pour l'exécution du présent contrat, les HCL mettent à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des diverses opérations de traitements.

### 1.2 - OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre connaissance expressément de la politique générale de protection de l'information et de la charte d'utilisation des ressources informatiques, dans leurs versions en vigueur au sein des HCL pendant la durée du contrat ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, au sens de l'article 25 du règlement européen sur la protection des données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des HCL.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

En matière de sécurité, les directives de la PSSI des HCL doivent être appliquées par les sous-traitants qui définissent les modalités techniques pour les appliquer.

---

### 1.3 - OBLIGATION DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Les HCL s'engagent à :

1. fournir au titulaire les données nécessaires au traitement objet du présent marché ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données par le titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Sauf dispositions contraires dans le CCTP, le responsable de traitement fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement dans les conditions réglementaires.

---

### 1.4 DONNEES PERSONNELLES DES FOURNISSEURS :

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements.

Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...).

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Pour exercer vos droits, contactez : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr)

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

---

### 1.5 - DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr), pour la mise à jour du registre de ces demandes.

---

### 1.6 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie aux HCL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux HCL, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

---

### 1.7 – AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LES HOSPICES CIVILS DE LYON DE LEURS OBLIGATIONS

Le cas échéant, le titulaire assistera les HCL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, dans les conditions décrites au CCTP.

---

### 1.8 - SORT DES DONNEES

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les Données à caractère personnel aux HCL : le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

---

### 1.9 - CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification unilatérale pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD.